

Bâle-Mulhouse; et nous ferons la même proposition en ce qui concerne l'article premier soumis à examen tout à l'heure.

Angenommen – Adopté

Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Der Bund gewährt dem Kanton Basel-Stadt an die Kosten des Ausbaus des Flughafens Basel-Mülhausen einen Beitrag von höchstens 13 292 000 Franken. (= *gemäss Beschluss des Ständerates*)

Art. 1

Proposition de la commission

La Confédération alloue au canton de Bâle-Ville, pour l'agrandissement de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, une subvention maximale de 13,292 millions de francs. (= *selon la décision du Conseil des Etats*)

Präsident: Auch hier stimmt die Kommission dem Ständerat zu.

Angenommen – Adopté

Art. 2 bis 8

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 2 à 8

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes

103 Stimmen

Dagegen

8 Stimmen

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

77.041

Zeitgesetz

Loi réglementant l'heure en Suisse

Botschaft und Gesetzentwurf vom 11. Mai 1977 (BB II, 1021)

Message et projet de loi du 11 mai 1977 (FF II, 989)

Beschluss des Ständerates vom 7. Juni 1977

Décision du Conseil des Etats du 7 juin 1977

Antrag der Kommission

Eintreten

Antrag Rüttimann

Nichteintreten

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles

Proposition Rüttimann

Ne pas entrer en matière

Frau **Spieß**, Berichterstatterin: Die Eidgenossen haben bis jetzt ohne ein Zeitgesetz gelebt, und ich bin fast sicher, dass sie es nie vermisst haben. Wir würden auch zweifellos weiterhin ohne es auskommen, wenn nicht in einigen unserer Nachbarstaaten die Sommerzeit eingeführt worden wäre, und es sich zeigt, dass alle unsere Nachbarstaaten diese Sommerzeit bald einführen werden. Damit ergeben sich Schwierigkeiten für Grenzgänger und Touristen, und wenn alle unsere Nachbarn die Sommerzeit einführen, so können wir nicht als Insel mitten in Europa unserer eigenen Zeit nachleben.

Darum hat die Kommission, freilich ohne alle Begeisterung, mit 15 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen Eintreten beschlossen.

In der Diskussion wurde mit einer gewissen Bitterkeit bemerkt, dass wir uns erst mit dem Vorgehen der Bundesrepublik Deutschland zur Sommerzeit entschliessen. Die Vertreter der Landwirtschaft wiesen auf die Schwierigkeiten bei den Melkzeiten und die Verlängerung der ohnehin langen Arbeitszeiten der Bauern hin. Schliesslich bestehe die Gefahr, dass die Kinder zu wenig schlafen, wenn sie bei Tageshelle nicht ins Bett gehen wollen. Positiv wurden die langen Abende für die arbeitende Bevölkerung ausserhalb der Landwirtschaft genannt und schliesslich eine bescheidene Energieeinsparung, wenn weniger künstliches Licht gebraucht wird, wobei hier mehr die erzieherische Wirkung als die tatsächliche Einsparung gesehen wurde.

In der Detailberatung folgte die Kommission in einer nur redaktionellen Veränderung dem Ständerat.

Ich bitte Sie im Namen der Kommission, aber auch im Namen der CVP-Fraktion, auf dieses Gesetz einzutreten.

M. **Gautier**, rapporteur: Je suis heureux d'être le rapporteur du premier objet qui passe devant ce Parlement sans rien coûter, après la votation de ce dernier week-end. En effet le projet sur l'heure d'été ne provoque aucun frais pour la caisse fédérale.

Le message du Conseil fédéral commence par l'affirmation «Autrefois la Suisse utilisait l'heure bernoise.» Il ne va pas jusqu'à nous dire si cette heure était en retard ou en avance sur celle du reste de l'Europe. Dès 1894, le Conseil fédéral a introduit l'heure d'Europe centrale comme règle pour l'administration fédérale, les PTT et les CFF. Cette règle administrative est devenue depuis quatre-vingt-trois ans la base de notre heure nationale, à l'exception de deux périodes pendant la dernière guerre où le Conseil fédéral, en vertu des pleins pouvoirs, avait introduit l'heure d'été. Il y a donc quatre-vingt-trois ans que nous vivons à une heure douteuse quant à sa légalité. Le Conseil fédéral a jugé nécessaire, au moment où se pose la question de l'heure d'été, de régulariser la situation et d'introduire par une loi l'heure d'Europe centrale comme heure officielle suisse. Tel est le premier but visé par ce projet.

L'autre but est de déléguer au Conseil fédéral la compétence d'introduire, le cas échéant, l'heure d'été. Rappelons ici que l'heure d'été est en avance d'une heure sur l'heure d'Europe centrale. Son avantage principal est de pousser le pays qui l'adopte à vivre une heure plus tôt, à se lever et à se coucher plus près de l'heure solaire. Un vieil adage prétend que le monde appartient à ceux qui se lèvent tôt, je ne pense pas que le Conseil fédéral en faisant vivre le peuple suisse à l'heure d'été cherche à le rendre maître du monde.

Le fait de vivre plus tôt permet certaines économies d'énergie. C'est la raison qui a fait introduire l'heure d'été, après la crise du pétrole, dans divers pays européens dont l'Italie et la France pour parler des pays limitrophes, mais aussi en Espagne, en Grande-Bretagne, en Irlande et dans

les pays du Benelux. Il faut bien dire que l'économie énergétique est minime et plus symbolique que réelle. C'est pourquoi jusqu'ici le Conseil fédéral avait renoncé à introduire l'heure d'été dans notre pays, malgré diverses interventions parlementaires et malgré les difficultés pratiques occasionnées par la différence d'heure avec ceux de nos voisins, tant dans le domaine des transports que surtout dans celui des travailleurs frontaliers.

Au printemps de cette année, un fait nouveau a modifié l'attitude du Conseil fédéral, c'est la très grande probabilité que, dès l'année prochaine, la République fédérale allemande et l'Autriche introduisent à leur tour l'heure d'été. Nous serons alors entourés de tous côtés de pays vivant à l'heure d'été. Bien sûr nous pouvons créer un nouveau cas particulier helvétique et être en retard d'une heure sur le reste de l'Europe. Cela n'aurait cependant pas sans inconvénients majeurs. Même si nous pensons que l'heure d'été n'a pas de vertu propre, il faut régler notre montre sur l'heure européenne. Comme le disait La Rochefoucauld et comme le répétait M. le conseiller fédéral Chevalaz devant la commission: «C'est une grande folie que de vouloir être sage tout seul.»

Une chose est certaine, il faut que cette heure d'été soit coordonnée et entre en vigueur au même moment dans tous les pays concernés. Il semble bien que la plupart des pays européens soient sur le point de se mettre d'accord à ce propos.

Il y a bien sûr quelques inconvénients à adopter l'heure d'été. Elle complique la vie de certains agriculteurs. Les vaches ont, paraît-il, de la peine à s'habituer à la traite plus précoce d'une heure et la quantité de lait risque de diminuer pendant la période d'introduction de l'heure d'été. L'herbe pour affourager ne peut être coupée qu'après le coucher du soleil, faute de quoi elle fermente, ce qui veut dire qu'elle ne pourra être cueillie qu'une heure plus tard. Mais votre commission a estimé que si les hommes arrivent à s'adapter, les bovidés suivront l'exemple sans trop en souffrir.

D'autre part, il est à mon sens probable que vivre une heure plus tôt dans la journée est souhaitable sur le plan de l'hygiène. Nos pères qui se levaient et se couchaient avec le soleil se portaient mieux et ce n'est que l'apparition de l'éclairage artificiel qui nous a poussés à vivre de plus en plus tard et de moins en moins en harmonie avec les rythmes de la nature.

Dernière remarque: Pourquoi notre décision est-elle urgente au point de devoir être votée par les deux conseils au cours de cette session? C'est surtout pour permettre la préparation des horaires des compagnies de transport, en particulier des chemins de fer et des lignes d'aviation.

Pour toutes ces raisons, votre commission vous propose à l'unanimité, moins deux abstentions, d'accepter le projet de loi réglementant l'heure en Suisse dans le texte qu'a adopté la semaine dernière le Conseil des Etats. Je vous demanderai également de rejeter la proposition de non-entrée en matière de notre collègue, M. Rüttimann.

Präsident: Das Wort zur Begründung des Nichteintretensantrages hat Herr Rüttimann.

Rüttimann: Mein Nichteintretensantrag zum Zeitgesetz entspringt nicht etwa einer Bauern-Lobby, wie das gerne bezeichnet wird, wenn Bauern in diesem Saale ihre Anliegen vertreten. Er hat eine echte Sorge der bauerlichen Bevölkerung zum Hintergrund. Es geht dabei auch nicht primär um die Kühe, wie das ironisch im Ständerat und (wie ich gehört habe) auch in unserer Kommission gesagt wurde. Es geht um die Menschen in der Landwirtschaft. Die Kühe können sich nämlich der Sommerzeit ohne weiteres anpassen bzw. sie werden nicht stark darnach fragen. Der Bauer aber arbeitet nicht nur seine fixe Arbeitszeit, er ist dabei auch in starkem Masse an die Witterung, und insbesondere an die Sonneneinwirkung gebunden. Auch die Sonne wird sich nämlich von unserer Sommerzeit nicht

beeindrucken lassen. Sie wird ihren Kreislauf wie seit Jahrmillionen fortsetzen. Die Sommerzeit bewirkt aber, dass in der Landwirtschaft der Nachmittag in zwei Teile getrennt wird. Die Feldarbeit muss unterbrochen werden, wenn die Sonne noch hoch steht, um rechtzeitig die Milch, gemäss Sommerzeit, in die Sammelstelle einliefern zu können. Die Feldarbeit wird dann nach der Besorgung des Stalles wieder fortgesetzt, und schon ist der dritte Arbeitshalbtage bis zum Sonnenuntergang perfekt. Und das alles in einem Zeitpunkt, in dem viele nach weiterer Arbeitszeitverkürzung lechzen. Ich erinnere Sie an die kürzliche 40-Stunden-Woche-Initiative. Auch der Bauer möchte an dieser berühmten Lebensqualität, die dahinterstehen soll, gerne teilhaben und die Arbeitszeit tendenziell verkürzen. Mit der Sommerzeit wird die Arbeitszeit aber ohne Zweifel faktisch verlängert. Das ist der wahre Grund, warum nicht nur wir Schweizer, sondern auch die französischen, die deutschen und die österreichischen Bauern der Sommerzeit Widerstand leisten.

Dass für die Einführung der Sommerzeit verkehrspolitische Gründe sprechen, d. h. die Fahrpläne der SBB mit denjenigen der umliegenden Länder harmonisiert werden könnten, ist wirklich auch der einzige Grund, der dafür spricht. Man kann sich aber mit Fug und Recht fragen, ob dieser so gewichtig sei, dass den Schweizern mit einem neuen Gesetz wieder eine Erschwernis aufzuerlegen sei. Bei der Post nämlich ist dieser Grund beim grenzüberschreitenden Verkehr schon nicht mehr evident, schon gar nicht beim Flugverkehr, wo das Problem der Zeitverschiebung mit der Einführung der Sommerzeit ohnehin nur zu einem kleinen Teil bewältigt werden kann. Niemand, ausser ein paar Fahrplangestalter – das ersehen Sie auch aus der Botschaft deutlich –, hat ein wirkliches Interesse oder einen Vorteil durch die Sommerzeit. Der ausländische Tourist wird sich nach wie vor an unserer Grenze nicht daran stossen, wenn er seine Uhr um eine Stunde korrigieren muss. Er hat schliesslich viel zeitraubendere Formalitäten in Kauf zu nehmen, wie etwa den Geldwechsel oder die Zollkontrolle und anderes mehr. Der Bundesrat schreibt auf Seite 6 der Botschaft unter «14, Konsultationen», dass sich selbst unsere Verkehrsbetriebe «wirklich nicht» für die Sommerzeit erwärmen könnten.

Zudem erwähnt die Botschaft ebenfalls ganz am Anfang, dass die Sommerzeit schon in den Kriegsjahren 1941 und 1942 eingeführt wurde, aus kriegswirtschaftlichen Gründen. Bekanntlich waren aber auch die folgenden drei Jahre noch Kriegsjahre. Warum wurde denn wieder darauf verzichtet? Darüber schweigt sich der Bundesrat seltsamerweise vollständig aus. Diejenigen, die diese Jahre noch gut in Erinnerung haben, wissen genau, dass sie sich für unser vielfältiges und topographisch sehr unterschiedliches Land ganz einfach nicht bewährt und zu vielen Bürgern Inkonvenienzen gebracht hat.

Auch das Motiv der Energieeinsparung sticht meines Erachtens nicht. Der Bundesrat selbst attestiert, dass die energiewirtschaftlichen Vorteile allein zu geringfügig seien, um die Einführung der Sommerzeit zu rechtfertigen. In der Tat ist es eine Illusion, zu glauben, mit dem eventuell früheren Löschen einiger hunderttausend elektrischer Birnen sei eine ins Gewicht fallende Ersparnis zu erzielen. Und wenn schon, so sollten sie vielfach besser beim Tageslicht gelöscht werden.

Die grossen Energieverbraucher aber liegen anderswo: Es sind die Motoren in Industrie, Gewerbe, Haushalt und Landwirtschaft, es sind die Fernsehapparate, die Heizungen, der Verkehr usw. Es ist kaum anzunehmen, dass bei diesen Energiegrossverbrauchern wegen der Sommerzeit allein etwas eingespart wird.

Bundesrat und Parlament haben also zu entscheiden zwischen den Interessen einiger Fahrplangestalter und denjenigen unserer 133 000 Landwirtschaftsbetriebe (nach 5. Landwirtschaftsbericht), die geschlossen der Sommerzeit ablehnend gegenüberstehen. Die Bauern können ja innerhalb unserer Zeitrechnung nicht ein Eigenleben füh-

ren und die Zeit der Milchablieferung einfach um eine Stunde verschieben, denn die Koordination zum öffentlichen Leben, wie auch zur Schule, muss ja gefunden werden.

Sie werden sich fragen, warum ich denn folgerichtig nicht einen Antrag auf Streichung des Artikels 3 dieses Gesetzes, nämlich der Kompetenznorm an den Bundesrat gestellt habe. Ich glaube jedoch, dass sich auch der Erlass eines Gesetzes zur Bekräftigung unserer seit 1894 fest eingebürgerten mitteleuropäischen Zeit erübrigt. Wir haben wahrhaftig andere Probleme anstehend und zu lösen – ich erinnere an den gestrigen Abstimmungs-Sonntag –, als den Erlass eines Zeitgesetzes für eine Materie, die absolut unbestritten ist und von allen Volkskreisen als Gewohnheitsrecht akzeptiert wird.

Die Zeitmessung ist ja auch keine politische, sondern vielmehr eine wissenschaftliche Aufgabe. Wir dürfen zu unseren Zeitmessungsinstituten das uneingeschränkte Vertrauen haben, dass sie diesen heiklen Auftrag auch in Zukunft nicht mit Millimetern, sondern mit Sekundenmass erfüllen werden, ohne in gesetzliche Schranken gewiesen zu sein. Zudem – das haben Sie in der vergangenen «Abstimmungsschlacht» auch selber erfahren – macht uns das Volk ja immer wieder den Vorwurf der auf zu hohen Touren laufenden Gesetzesmaschinerie. Hier haben Sie einmal die Gelegenheit zu einem bescheidenen Anfang, ohne dass jemand Schaden leidet, ihre Gangart etwas zu drosseln. Ich bitte Sie daher, meinem Nichteintretensantrag zuzustimmen.

Sigrist: Die Fraktion der Freisinnig-demokratischen Partei ist ohne Begeisterung für Eintreten auf dieses Gesetz. Sachliche Gründe für die Einführung der Sommerzeit gibt es rein aus der Sicht des Schweizerbürgers wohl nur wenige; aber auch sachliche Gründe dagegen lassen sich nur am Rande finden. Die Bedenken der Landwirtschaft, wie sie uns soeben Herr Rüttimann geschildert hat, liegen nicht bei der Melkzeit der Kühe, sondern bei der verlängerten Arbeitszeit der Bauern. Ich möchte indessen meinen, dass auch der Bauer an einem Tag nicht mehr Arbeit verrichten wird als notwendig. Auch der Bauer wird seine Freizeit wieder finden. Ich habe übrigens noch gestern abend mit Bauern aus meinem Dorf zusammengesessen, die mir bestätigt haben, dass für sie die Einführung der Sommerzeit kein Problem darstelle. Die Frage, die Herr Rüttimann aufgeworfen hat, wird offenbar nicht von allen Bauern gleich beurteilt.

Was die Bedenken aus schulischer Sicht anbelangt, wie sie in der Kommission angetönt worden sind, so bin ich nicht ganz sicher, ob es sich hier wirklich um Bedenken wegen der Schüler oder eventuell um solche der Lehrer handelt, indem dann eben auch die Lehrer früher aufstehen müssten! Auch hier dürften sich also kaum Probleme ergeben.

Unangenehm an dieser Sache ist höchstens, dass uns einmal mehr das Ausland zum Handeln zwingt. Wenn sich aber das ganze Ausland um uns herum auf eine zeitlich abgestimmte Sommerzeit festlegt – wichtig ist natürlich, dass alle Länder zur gleichen Zeit die gleiche Sommerzeit einführen –, dann wird uns wohl nichts anderes übrigbleiben, als auch mitzumachen. Ich bitte Sie deshalb, für Eintreten zu stimmen und den Antrag Rüttimann abzulehnen.

Alder: Wir stehen vor der Tatsache, dass es die Westeuropäer trotz Zollabbau, wirtschaftlicher Zusammenarbeit und Integration innert weniger Jahre fertiggebracht haben, eine heillose Desintegration auf dem Zeitsektor aufzuziehen. Die Einführung der Sommerzeit in einigen Ländern, dazu auch noch mit unterschiedlichen Uebergangszeiten, hat zu Unzukömmlichkeiten im öffentlichen Verkehr in der Luft und auf der Schiene, zu Koordinationsschwierigkeiten im Bereich der Medien und nicht zuletzt auch in Wirtschaft und Handel geführt, die nachgerade unerträglich

sind. Wir unterstützen daher den Bundesrat in seinen Bemühungen, auf eine Beendigung des europäischen Zeitenwirrwarrs hinzuwirken. In diesem Sinne ist es richtig und nötig, dass auch unser Land 1978 mitzieht und damit im Bereich der Zeitregelung wieder Verhältnisse schafft, wie sie zuvor bestanden haben. In unserem Land sind besonders die Grenzgebiete auf die Einführung der Sommerzeit angewiesen. Wenn Herr Rüttimann nun demgegenüber – nicht unerwartet – den Standpunkt gewisser landwirtschaftlicher Kreise vertritt, so mag dies zwar verständlich sein; begründet scheinen uns seine Einwendungen nicht. Herr Rüttimann, es stimmt einfach nicht, dass die Landwirte mehr arbeiten müssten. Die Tatsache, dass im Sommer die Abende um eine Tageslichtstunde verlängert werden, führt nicht zwingend zu einer Verlängerung der Arbeitszeit. Und was das liebe Vieh anbelangt, so haben Sie selbst festgehalten, dass in dieser Beziehung keine unüberwindbaren Schwierigkeiten entstehen werden. Niemand verwehrt unseren Bauern, ihre Arbeitszeit so einzuteilen, wie sie es wollen; aber es wäre zu viel verlangt, wenn man unserem Land zumutete, auch noch eine Bauernzeit einzuführen. Wichtig ist, dass der Uebergang von der Winter- zur Sommerzeit bzw. von der Sommer- zur Winterzeit möglichst in allen Ländern Westeuropas am selben Wochenende erfolgt. Die gewiss geringe, dennoch nachweisbare Einsparung des Energieverbrauchs und etwas sonnigere Feierabende sind durchaus positive Nebenprodukte der Einführung einer europäischen Sommerzeit.

Alles in allem: Wir kommen nicht um die Massnahme herum, wenn wir Vernunft walten lassen wollen. Ich empfehle Ihnen deshalb namens unserer Fraktion Eintreten und Zustimmung zur Vorlage.

M. Wilhelm: En mars de l'an dernier, j'avais déposé un postulat demandant l'introduction de l'heure d'été conformément à la pratique de nos voisins français et italiens avec lesquels nous entretenons des relations très intenses à tout point de vue.

Sur le plan intellectuel, par la radio-télévision, par la libre circulation des idées et de leurs supports, dans les régions frontalières surtout par le rail, la route, les ailes et même l'eau – si l'on pense au Léman et au Rhin –, il est de fait que la collaboration frontalière régionale et inter-étatique s'est développée constamment et heureusement depuis la dernière guerre, conformément d'ailleurs aux conventions européennes que nous avons signées à Strasbourg. C'est pourquoi j'applaudis au projet en la matière du Conseil fédéral et ne regrette qu'une chose, c'est qu'il n'ait pas été émis plus tôt. Il faut malheureusement constater, une fois de plus à cette occasion, que la Berne fédérale indique une espèce de ségrégation en matière de traitement de ses voisins. En effet, quel est le meilleur voisin de la Suisse et sur quel critère le choisit-on? Sans vouloir susciter d'incident diplomatique, force m'est bien de reconnaître que la Berne fédérale n'entend trop souvent et dans nombre de domaines que la cloche d'outre-Rhin et qu'elle délaisse tout ce qui vient de Paris ou de Rome ou même de Strasbourg. Bonn ou même Pankow opinent-ils dans tel sens, l'heure d'été en l'espèce, et c'est alors une parole d'Évangile au Palais fédéral suisse, même si cela contrevient gravement aux intérêts et sentiments de ces Latins qui n'ont pas de frontières avec le monde germanique extérieur mais dont les frontières pourtant font la moitié de celle de la Confédération.

Par ailleurs, je voudrais signaler une lacune dans le message. Ce dernier est en effet du 11 mai 1977 alors que les représentants de la Suisse au Conseil de l'Europe ont voté le 25 janvier 1977 – donc quelques mois auparavant – la recommandation 801 du Conseil de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg qui demande expressément aux gouvernements d'adopter un système uniforme d'horaire d'été. Le Conseil de l'Europe invoque, à l'appui de cette recommandation, les avantages économiques, notamment sur le plan des économies

d'énergie, les avantages psychologiques qui peuvent résulter du fait de la sensibilisation de l'opinion publique aux multiples aspects du problème de l'économie d'énergie, une meilleure organisation des loisirs, une amélioration des conditions de vie des populations. Le Conseil de l'Europe s'est préoccupé particulièrement des difficultés éprouvées dans les échanges et les communications entre pays d'Europe ayant une haute densité d'échanges et de contacts du fait de la diversité des horaires nationaux.

C'est pourquoi, en conclusion, j'applaudis au projet du Conseil fédéral. Je regrette qu'il vienne si tard mais je pense que, de toute manière, puisque la Suisse a accepté cette recommandation 801 du Conseil de l'Europe, nous sommes moralement engagés et nous avons à honorer nos engagements.

Roth: Unsere Fraktion stimmt mehrheitlich dem Antrag Rüttimann auf Nichteintreten zu. Ich möchte mit ein paar Worten seine Ausführungen unterstützen und ergänzen. Es stimmt nicht, dass die Einführung der Sommerzeit für die Landwirtschaft keine Rolle spiele, indem die Landwirtschaft sich den Arbeitstag einteilen könne, wie sie wolle. Als während des Zweiten Weltkrieges die Sommerzeit eingeführt wurde, tat man es, damit in der Landwirtschaft mit all den zusätzlichen Arbeitskräften noch mehr gearbeitet wurde. Es ist uns auch nicht ganz verständlich, dass man erklärt, in ganz Europa sollte man eine einheitliche Zeit haben. Ein Land wie die USA kennt nämlich auch drei verschiedene Zeiten. Wenn wir bei der bisherigen Regelung blieben, würde dies somit keineswegs eine Ausnahme darstellen.

Die Zeitverschiebung, die durch die Sommerzeit bewirkt würde, hätte für die landwirtschaftliche Bevölkerung sehr negative Auswirkungen. Der Bauer müsste dann während der Zeit des höchsten Sonnenstandes die Kühe bereits um 16 Uhr melken, also bei einer aussergewöhnlichen Hitze im Stall, da zu 95 Prozent die Milch bis zu einem bestimmten Zeitpunkt in den Molkereien abgeliefert werden muss. Die Angestellten in den Molkereien würden ihre Arbeitszeit bei Einführung der Sommerzeit wohl kaum verschieben. Auch diesen Umstand muss man sehen. Es käme also einer Zumutung gleich, vom Bauern oder Melker verlangen zu wollen, bereits um 16 Uhr in den Stall zu gehen, um die Kühe zu melken. Es kommt mir vor, als ob man hier gegenüber einer Wirtschaftsgruppe überhaupt keine Rücksicht nehmen will.

In diesem Zusammenhang ist auch auf das Ernten des Getreides hinzuweisen, das sich in den letzten Jahren durch die Mähdescherarbeit sehr stark verändert hat. Die Erntezeit geht von 10 Uhr morgens der jetzigen Rechnung bis spätabends; dann sollte das Getreide in vielen Fällen noch abgeliefert werden können. Zudem gibt es Schwierigkeiten mit den betreffenden Annahmestellen, weil die Zeit der Angestellten zu früh abläuft. Dann gibt es Ueberstunden, Zusatzstunden, Zusatzleute. Es ist nicht so einfach, dass man dieser Situation nicht Rechnung tragen kann.

Noch ein Drittes: Es ist merkwürdig, dass offenbar auch die Aerzte hier nichts zu sagen haben. Ich habe gelesen, dass eine deutsche Bundestagsabgeordnete sich gewehrt hat, weil man den Kindern nicht zumuten könne, wegen dieser Sommerzeit weniger Ruhe und weniger Schlaf zu bekommen. Es könnten schwere Schäden eintreten. Das sind doch sicher Argumente, die man nicht einfach in den Wind schlagen kann. Unsere Fraktion hat mehrheitlich die Auffassung, dass wir in dieser Sache nicht unbedingt den anderen Staaten in Europa folgen müssen. Wir empfehlen Ihnen, dem Nichteintretensantrag von Herrn Rüttimann zuzustimmen.

Frau Spiess, Berichterstatterin: Ich habe natürlich einiges Verständnis für die armen Bauern, die nun zusätzliche Arbeitsstunden bekommen durch die Sommerzeit, sofern das wirklich so ist. Man kann natürlich auch früher anfan-

gen und demnach früher aufhören, glaube ich. Wenn Sie mit den Zuständen im Krieg vergleichen, so ist das nicht ganz sinnvoll. Damals waren ja oft die Bauern gar nicht da. Die Frauen mit den Kindern mussten allein die landwirtschaftliche Arbeit bewältigen, und für sie war es dann sicher besonders schwierig, in Abwesenheit ihrer Gatten auch noch eine Zeitverschiebung auf sich zu nehmen. In dieser Beziehung haben wir es heute sicher leichter.

Herr Rüttimann sagt, es seien nur ein paar Fahrplanspezialisten, die hier ein Interesse daran haben. So ist es nicht. Wir alle haben ein Interesse an der Sommerzeit, wenn sie nämlich unsere Nachbarn alle einführen; denn wir müssen ja alle Eisenbahn fahren. Wir fahren auch ins Ausland. Wir sind ständig konfrontiert mit dieser Zeit. Ich bin heute zufällig in Basel vom Elsässer Bahnhof her in den Bahnhof gekommen. Da steht die schöne Uhr, beschriftet mit «Schweizer Zeit». Das muss man extra sagen, damit die Leute sich ja nicht täuschen, wenn sie da vom Elsässer Bahnhof gegen den Schweizer Bahnhof zugehen. Das ist dann nächstes Jahr nicht mehr nötig. Allein deswegen müsste man natürlich nichts ändern; aber wegen der Fahrpläne schon. Es ist auch nicht nur der Fahrplan, sondern auch das Problem der Grenzgänger. Was machen wir mit den vielen Grenzgängern, die bei uns arbeiten? Sie sind durch die ungünstigen Fahrpläne gezwungen, zu früh oder zu spät zu kommen und verlieren so ihre kostbare Zeit. Das ist jetzt schon so in Genf und in Basel oder auch im Tessin, wo die Italiener ja auch die Sommerzeit schon eingeführt haben.

Wenn Herr Rüttimann mit den USA vergleicht, so glaube ich, dass man das nicht tun kann. Die USA sind ein geographisch sehr breites Land. Es ist dort nicht so, dass die verschiedenen Zeiten kreuz und quer durchs Land gehen, sondern sie folgen geographischen Einteilungen. Natürlich kann man das. Bei uns in der Schweiz wäre das dann aber so, dass wir rundum eine andere Zeit hätten, also auch im Osten, wo die Sommerzeit an sich geographisch vielleicht gar nicht so sinnvoll wäre wie im Westen. Wir können doch da nicht aus der Reihe tanzen. Ich glaube, das müsste eigentlich jeder einsehen.

Schliesslich noch ein Wort wegen der Kinder. Da würden mich die armen Kinder in Skandinavien dauern. Diese könnten nämlich überhaupt nie schlafen; denn sie haben ja nur drei oder vier dunkle Stunden in der Nacht. Ich glaube, es ist eine Sache der Disziplin der Eltern, die Kinder zur rechten Zeit ins Bett zu schicken. Das wird sich sicher nach ein paar Tagen einpendeln. Am ersten und zweiten Tag wird es ein bisschen schwierig sein, die Kinder bei hellem Himmel ins Bett zu schicken, aber am dritten und vierten Tag wird das bereits von selber gehen. Die Kinder werden also genauso lange schlafen wie jetzt, nur mit einer zeitlichen Verschiebung.

Ich möchte Sie also doch sehr bitten, diesem Gesetz zuzustimmen und Eintreten zu beschliessen.

M. Gautier, rapporteur: Je suis malheureusement un très mauvais connaisseur des problèmes agricoles, ce qui ne m'empêche pas d'avoir une grande sympathie pour nos agriculteurs et de comprendre parfaitement les problèmes que pose pour eux l'introduction de l'heure d'été. J'ai cependant peine à concevoir qu'un agriculteur qui doit accomplir dix ou douze heures de travail par jour et qui commence son travail une heure plus tôt le matin ne puisse pas le terminer aussi une heure plus tôt. Je ne comprends pas que ce qui est valable pour les autres travailleurs ne puisse pas l'être pour les agriculteurs. Il me semble que des aménagements sont possibles.

Par contre, je connais un peu mieux deux autres sujets qui ont été évoqués au cours de la discussion. C'est celui des frontaliers et celui des enfants. J'ai l'avantage d'habiter dans un canton qui occupe un certain nombre de milliers de frontaliers. Or ils se trouvent actuellement dans une situation extrêmement désagréable. Je connais un ménage dont le mari travaille en France et l'épouse en

Suisse, ce qui pose des problèmes d'organisation qui peuvent devenir assez pénibles. Il ne faut pas oublier que la Suisse emploie quelque 50 000 frontaliers.

Je prétends aussi connaître assez bien le problème des enfants. M. Roth a dit que l'introduction de l'heure d'été compromettrait la santé des enfants parce qu'ils devraient se lever une heure plus tôt et qu'ils ne se coucheraient pas plus tôt à cause de la lumière du jour ou parce qu'ils ne veulent pas aller se coucher, perdant ainsi une heure de sommeil. Comme l'a dit Mme la présidente de la commission, les petits Scandinaves seraient tous morts depuis longtemps puisque, dans leur pays, la nuit ne dure que deux ou trois heures. Les petits Français et les petits Italiens survivent, eux aussi, depuis trois ans à l'heure d'été. Permettez-moi d'ajouter comme pédiatre que si un enfant se lève une heure plus tôt, il doit aussi se coucher une heure plus tôt mais ce n'est pas son affaire, c'est celle de ses parents. Il suffit d'un peu de discipline: il faut mettre l'enfant au lit.

M. **Chevallaz**, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral n'est pas un protagoniste fervent de l'heure d'été, c'est vrai, et ce n'est pas parce qu'il nourrit une affection exclusive et passionnée à l'endroit de la République fédérale d'Allemagne, comme l'a laissé entendre mon ami Wilhelm, qu'il vous soumet ce projet. Il le fait pour des raisons objectives, après en avoir mesuré les avantages et aussi les inconvénients.

Les avantages, vous les connaissez, Mme la présidente de la commission et le Dr Gautier vous les ont exposés: économie d'énergie – relativement minime, il est vrai – loisirs plus éclairés en fin de journée, etc.

Les inconvénients que présente l'introduction de l'heure d'été, en particulier pour l'agriculture, ne nous ont pas échappé. Je ne veux pas ici m'engager dans une controverse scientifique sur la fermentation du fourrage ou sur la continence laitière des vaches. Je donne acte à MM. Rüttimann et Roth de leurs arguments et reconnais les inconvénients qu'entraînera sans doute cette mutation pour le paysan. Toutefois, la Division de l'agriculture relève, et l'exemple de nos voisins le démontre, que cette expérience a été parfaitement bien tolérée dans les pays dont la densité agricole est beaucoup plus forte que la nôtre.

Ce qui a entraîné notre adhésion malgré ces réserves, auxquelles nous avons accordé toute notre attention, c'est la certitude que nos voisins sont maintenant unanimement prêts à introduire l'heure d'été. Ce n'est pas de notre part un sacrifice à un mode: nous sommes tous liés à la vie de nos voisins sur le plan de la sensibilité et des rapports économiques, en particulier dans les régions frontalières, de par notre situation de carrefour ferroviaire, routier, aérien et touristique. En conservant nous seuls, au milieu de l'Europe, notre heure à nous, nous contraindriions les autres pays à nous faire figurer avec un astérisque ou entre parenthèses dans les horaires internationaux, ce qui ne manquerait pas d'entraîner des complications administratives et pour eux et pour nous.

La Suisse s'honore à juste titre de présenter beaucoup de particularités: le secret bancaire, l'horlogerie de précision, le référendum. Elle ne fait pas partie de l'Organisation des Nations Unies – elle est bientôt la dernière à se trouver dans cette situation – ni du Marché commun. Elle n'a pas introduit partout le suffrage féminin. Elle pratique le budget public le plus faible par rapport à son économie; elle est en queue de liste dans le domaine de l'aide au tiers monde. Elle pourrait, seule au milieu de l'Europe, garder son heure à elle. Pourquoi pas? Elle serait alors une sorte de réserve, de parc international plein d'attraits, une sorte de musée en dehors du temps. On a dit du Suisse qu'il se lève tôt et qu'il se réveille tard. Tâchons pour une fois de faire coïncider les deux choses! (*Rires*)

Président: Wir bereinigen die Frage des Eintretens. Die Kommission beantragt Ihnen, auf die Vorlage einzutreten. Herr Rüttimann hat einen Nichteintretensantrag gestellt.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission (Eintreten) 91 Stimmen
Für den Antrag Rüttimann (Nichteintreten) 36 Stimmen

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 3 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 3 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 3 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 3 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Frau **Spliss**, Berichterstatterin: Hier ist die Kommission dem Vorschlag des Ständerats gefolgt, und zwar im wesentlichen aus dem Grunde, damit keine Differenzbereinigung wegen einer rein redaktionellen Frage eintreten muss. Der Text heisst also: «Der Bundesrat bestimmt den Beginn und das Ende der Sommerzeit.»

M. **Gautler**, rapporteur: A cet alinéa, le Conseil des Etats a proposé une amélioration rédactionnelle au texte du Conseil fédéral. Votre commission vous suggère de la suivre, tout en pensant que le texte français du Conseil des Etats est encore plus mauvais que celui du Conseil fédéral! Nous pensons que c'est la Commission de rédaction qui devra revoir ce texte définitivement. Ce sont des problèmes purement formels.

Angenommen – Adopté

Art. 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes 98 Stimmen
Dagegen 32 Stimmen

Abschreibung eines Postulates – Classement d'un postulat

Präsident: Die Kommission beantragt Ihnen, das Postulat Wilhelm (Nr. 75 496) zur Einführung der Sommerzeit abzuschreiben. Herr Wilhelm ist damit einverstanden. Sie haben so beschlossen.

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

77.021

Geschäftsbericht des Bundesrates, des Bundesgerichts, des Eidgenössischen Versicherungsgerichts und der Schweizerischen Verrechnungsstelle 1976

Gestion du Conseil fédéral, du Tribunal fédéral, du Tribunal fédéral des assurances et de l'Office suisse de compensation pour 1976

Bericht des Bundesrates vom 2. März 1977, des Bundesgerichts vom 28. Januar 1977, des Eidgenössischen Versicherungsgerichts vom 31. Dezember 1976 und der Schweizerischen Verrechnungsstelle vom 23. Februar 1977

Rapports du Conseil fédéral du 2 mars 1977, du Tribunal fédéral du 28 janvier 1977, du Tribunal fédéral des assurances du 31 décembre 1976, de l'Office suisse de compensation du 23 février 1977

Beschlussentwurf siehe Seite 231 des Berichts

Projet d'arrêté voir page 321 du rapport

Bezug durch die Eidgenössische Drucksachen- und Materialzentrale, Bern

S'obtiennent auprès de l'Office central des imprimés et du matériel, Berne

Beschluss des Ständerates vom 8. Juni 1977

Décision du Conseil des Etats du 8 juin 1977

Berichterstattung – Rapports généraux

Müller-Balsthal, Berichterstatter: Professor Eichenberger hat einmal gesagt – ich zitiere aus einem grundlegenden Papier der Geschäftsprüfungskommission: «Die Oberaufsicht soll ausziehen, um Mängel zu finden, Machtballungen zu entschärfen, volksfremde Administration geradezurichten.» Nun, auf ihrem Weg quer durch die Verwaltung drückt der Bundesrat der GPK jährlich das recht dicke grüne Buch, den Geschäftsbericht des Bundesrates der vergangenen 12 Monate in die Hände. Auf rund 300 Seiten erstattet der Bundesrat Bericht über seine Geschäftsführung und einmal mehr staunt man über den riesigen Umfang dieser Tätigkeit, die praktisch jeden Lebensbereich beschlägt. Die Geschäftsprüfungskommission hat diesen Bericht geprüft, vorerst in den Sektionen in Anwesenheit der Herren Bundesräte sowie von Bundesbeamten, dann in einer zweitägigen Plenarsitzung. Ueber ihre wesentlichen Feststellungen werden die Referenten im Laufe der Debatte Auskunft geben. Im Interesse der Straffung der Verhandlungen werden wir uns darauf beschränken, einige Schwerpunkte unserer Arbeiten darzustellen. Diese Schwerpunkte finden Sie auf einem Papier, das Ihnen letzte Woche ausgeteilt wurde.

Meinerseits möchte ich Ihnen die Auffassung der Kommission über die Gestaltung des Geschäftsberichtes bekanntgeben und dann einige Ausführungen über unsere Tätigkeit anschliessen.

Zuerst zur Gestaltung des Geschäftsberichtes. Wie in den Vorjahren setzt sich der Geschäftsbericht des Bundesrates aus den Berichten der sieben Departemente, denen der Abschnitt Bundeskanzlei vorangestellt wird, zusammen.

Die Departementsberichte wiederum zerfallen in einen ersten Teil, der grundsätzliche Probleme darstellt, und einen zweiten Teil, worin nach Abteilungen gegliedert die Einzelheiten figurieren. Die Gliederung in Departementsberichte birgt hauptsächlich zwei Nachteile in sich.

Erstens: Die Gewichtung der Probleme in den einzelnen Departementsberichten ist sehr unterschiedlich. In Erneuerung früherer Postulate wünscht die Geschäftsprüfungskommission, es möchte eine noch bessere Gewichtung der einzelnen Departementsberichte angestrebt werden.

Zweitens: Ein weiterer Nachteil der jetzigen Gliederung liegt darin, dass departementsübergreifende Aufgaben wie die Entwicklungshilfe, die Ausländerpolitik, die Forschung oder die Sicherheitspolitik nirgends eine Gesamtdarstellung erfahren. Man muss, um einen Ueberblick zu erhalten, in zwei, drei oder mehr Kapiteln des Geschäftsberichtes suchen, was dadurch erschwert wird, dass entgegen früheren Wünschen die entsprechenden Verweisungen verschiedentlich fehlen.

Unsere Kommission hat deshalb beschlossen, die Frage der Gestaltung des Geschäftsberichtes sowie die Frage der Ueberprüfung departementsüberschreitender Aufgaben an einer Sondersitzung näher zu diskutieren und dem Bundesrat wo nötig neue Vorschläge zu unterbreiten.

Nun noch einige Bemerkungen zur Tätigkeit der Geschäftsprüfungskommission in den letzten 12 Monaten. Vom 1. Juli 1976 bis zum heutigen Tage wurden durchgeführt: 5 Plenarsitzungen, 32 Sektions- oder Delegationssitzungen, wovon 6 im Rahmen der Arbeitsgruppe Jeanmaire. Gegenstand von Sonderabklärungen bildeten beispielsweise die Arbeitsvergebung durch den Bund, insbesondere die Vergebung der Arbeiten für das EMD-Verwaltungszentrum; dann die Wahl des neuen Oberauditors; die Auswirkungen des Personalstopps; die Ueberprüfung des Beschwerdeverfahrens vor dem Bundesrat; die Zusammenarbeit zwischen Baudirektion und Alkoholverwaltung und vieles anderes mehr. Nach wie vor erweist sich unsere Informationsbasis als schmal, ja als ungenügend. Der Geschäftsbericht ist zwar eine Fundgrube für den Mann auf der Strasse und deshalb auch für die Oeffentlichkeit bestimmt. Für die Kontrolltätigkeit ist er aber nicht sehr ertragreich. Eine Intensivierung ihrer Kontrolltätigkeit erwartet die Geschäftsprüfungskommission insbesondere von den beiden folgenden Massnahmen:

Erstens: Engere Kontakte mit den Verwaltungsabteilungen. Die Kommissionsmitglieder sind ersucht worden, wenigstens eine der ihnen als Berichterstatter zugeteilten Abteilungen im Laufe des Jahres drei bis vier Mal zu besuchen und dabei nicht nur den Abteilungschef, sondern auch die Sektionschefs ins Gespräch zu ziehen. Diese Neuerung ist noch nicht so recht zum Tragen gekommen. Sie bedingt eine gewisse Partnerschaft, die weder von Misstrauen noch von übertriebenem Eifer ausgehen darf. Wir sind auf diese Kontakte, die in gewissen Fällen zu einer begleitenden Kontrolle führen können, angewiesen.

Zweitens: Eine verbesserte Zusammenarbeit mit der ZOB, der Zentralstelle für Organisationsfragen der Bundesverwaltung. Die Zusammenarbeit mit der ZOB konnte durch eine Vereinbarung mit dem Bundesrat im Frühjahr 1976 geregelt werden. Sie erfolgt auf zwei Ebenen: a) die ZOB hat vorgesehen, in einem vernünftigen Turnus sämtliche Verwaltungsabteilungen systematisch zu prüfen. Die entsprechenden Ueberprüfungsberichte sollen der Geschäftsprüfungskommission zur Verfügung gestellt werden. Davon erwarten sie in erster Linie eine Verbesserung der Informationspraxis. b) Wichtiger ist, dass die GPK nunmehr das Recht haben, die ZOB mit der Durchführung einer Organisationsüberprüfung oder mit der Abklärung von Sachverhalten vorwiegend organisatorischer oder personeller Natur zu betrauen. Bisher wurden der ZOB erst zwei Einzelaufträge erteilt: einmal durch die Geschäftsprüfungskommission des Ständerates der Auftrag zur Ueberprüfung der Organisation der Sektion Militärpflichtersatz; dann durch unsere Kommission der Auftrag zur Ueberprü-

Zeitgesetz

Loi réglementant l'heure en Suisse

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.041
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	13.06.1977 - 15:30
Date	
Data	
Seite	684-689
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 766

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

mis en allemand et en français le terme d'«adapter» ou «anpassen», qui est plus général et tient compte de l'éventualité théorique d'une diminution des montants.

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 124 Stimmen
Dagegen 9 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

11 958

**Schwangerschaftsabbruch. Bundesgesetz
Avortement. Loi**

Siehe Seite 137 hiervor — Voir page 137 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 15. Juni 1977

Décision du Conseil des Etats du 15 juin 1977

M. Butty: Au nom du groupe démocrate-chrétien, je tiens à faire la déclaration suivante pour ce vote final.

La protection de la vie humaine est pour nous un grave problème de conscience. Lors des délibérations de la présente loi, nous avons fait toutes les concessions qui nous furent possibles. Certes, la nouvelle loi contient des améliorations par rapport à la réglementation légale actuelle; Pensons aux mesures de politique sociale, de soutien au couple et plus particulièrement à la mère, à l'organisation de consultations et aux mesures d'ordre médical prévues.

En revanche, nous ne pouvons accepter ni les indications eugéniques ni les indications sociales comme motifs suffisants d'avortement, pour elles-mêmes et indépendamment des indications médicales. Les deux sont incompatibles avec notre conception de la protection de la vie humaine.

Pour ces raisons fondamentales, nous ne pouvons pas accepter la loi qui nous est proposée.

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 101 Stimmen
Dagegen 41 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

76.096

**Unterstützung.
Bundesgesetz über die Zuständigkeit
Assistance. Loi sur la compétence**

Siehe Seite 651 hiervor — Voir page 651 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 24. März 1977

Décision du Conseil des Etats du 24 mars 1977

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 156 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

76.099

**Grundstückwerb durch Ausländer
Acquisition d'immeubles
par des personnes domiciliées à l'étranger**

Siehe Seite 148 hiervor — Voir page 148 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 15. Juni 1977

Décision du Conseil des Etats du 15 juin 1977

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes 151 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

77.041

**Zeitgesetz
Heure suisse. Loi**

Siehe Seite 684 hiervor — Voir page 684 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 24. Juni 1977

Décision du Conseil des Etats du 24 juin 1977

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 116 Stimmen
Dagegen 32 Stimmen

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

76.097

**Luftfahrtgesetz. Aenderung
Navigation aérienne. Revision de la loi**

Siehe Seite 834 hiervor — Voir page 834 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 14. Juni 1977

Décision du Conseil des Etats du 14 juin 1977

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 142 Stimmen
Dagegen 7 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Präsident: Bevor wir diese Session abschliessen, wollen wir noch Abschied nehmen, insbesondere von einigen Persönlichkeiten, für die jetzt die Mitwirkung in unserem Rat zu Ende geht. Am Anfang der Woche hatte ich Ihnen den Rücktrittsentschluss unseres Kollegen Heinrich Müller, Zürich, bekanntzugeben. Heinrich Müller gehört dem Rat seit knapp sechs Jahren an. Sein politischer Standort stellte ihn in den Debatten in Gegensatz zu den meisten anderen Parlamentariern, schloss ihn praktisch von den Kommissionen aus und begrenzte naturgemäss auch die persönlichen Kontakte zu den Kollegen. In einem Konkordanzparlament dürfte die Arbeit aus einer der Konkordanz fernstehenden kleinen Gruppe heraus nicht einfach sein. Die re-

Zeitgesetz

Heure suisse. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.041
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	24.06.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	929-929
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 841

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Ingress

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule*Proposition de la commission**Titre*

Arrêté fédéral allouant une subvention pour l'agrandissement de l'aéroport de Bâle-Mulhouse

Préambule

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 1***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Wenk**Art. 1*

... von höchstens 15 042 000 Franken.

Art. 1*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition Wenk**Art. 1*

..., une subvention de 15,042 millions de francs au maximum.

Wenk: Die Basler Wirtschaft wollte den Kanton Basel-Stadt entlasten und die Volksabstimmung in günstiger Weise beeinflussen. Sie hat deshalb diese 5 Millionen bezahlt. Der Kanton Basel-Stadt wird nicht um die vollen fünf Millionen entlastet; denn die Unternehmen, die diesen Beitrag aufgebracht haben, werden wesentlich weniger Steuern bezahlen, schätzungsweise etwa 2 Millionen. Es wäre darum nicht mehr als gerecht, wenn der ganze Betrag von 40 Millionen den gleichen Subventionssatz bekäme, wie es bisher bei Zürich und bei Genf der Brauch war. Das ist die Begründung für meinen Antrag.

Herzog, Berichterstatter: Zuerst noch eine Bemerkung allgemeiner Art zu Artikel 1. Wir müssen hier im Text die gleichlautende Aenderung vornehmen wie beim Titel, also auch: «Der Bund gewährt dem Kanton Basel-Stadt an die Kosten des Ausbaues» – und nicht der Pistenverlängerung – «des Flughafens einen Beitrag.»

Dann zum Antrag Wenk. Herr Egli hat bereits darauf hingewiesen. Herr Wenk stellt den Antrag, dass der von der Basler Wirtschaft erbrachte A-fonds-perdu-Beitrag von 5 Millionen Franken so einzustellen sei, dass der Bundesbeitrag nicht auf den vorgesehenen Nettobaukosten von 35 Millionen zu gewährleisten sei, sondern auf den Gesamtkosten von 40 Millionen Franken. Herr Wenk, ich begreife Sie als Vertreter von Basel-Stadt, dass Sie sich in diesem Falle für seine Finanzen einsetzen, doch müssen wir heute im speziellen die Finanzlage des Bundes berücksichtigen. Es sollten die in der Botschaft beantragten Subventionen nicht noch erhöht werden. Am 22. April 1976 stimmte der Grosse Rat von Basel-Stadt dem von seiner Kommission vorberatenden Beschluss ohne Aenderung zu. Was der Bundesrat beantragt, entspricht somit auch den Erwartungen der Basler Behörden und des Baslervolkes. Ich beantrage deshalb Zustimmung zur bundesrätlichen Fassung, mit Begrenzung des Bundesbeitrages auf höchstens 13,292 Millionen Franken, mit Ablehnung des Antrages Wenk.

Urech: Auch ich möchte Ihnen beantragen, den Antrag des Herrn Kollegen Wenk abzulehnen. Dies einmal aus grundsätzlichen Ueberlegungen. Der Antrag des Herrn Kollegen Wenk geht über den Antrag des Bundesrates

hinaus, und zwar um 1,75 Millionen Franken; zweitens hätte der erhöhte Beitrag keinen Platz im Finanzplan der Jahre 1978/79. Wenn wir nun in Zeiten der Finanzknappheit nicht hart und konsequent bleiben und immer wieder über die Anträge des Bundesrates hinausgehen, so wird man uns mit Recht die Glaubwürdigkeit absprechen. Wenn wir wieder einen ausgeglichenen Bundeshaushalt wollen, so müssen wir uns auch streng an den Finanzplan halten und nicht wieder zusätzliche Ausgaben beschliessen. Dazu kommt, was soeben Kollege Herzog gesagt hat, dass der Beschluss für die Subventionierung dieses Vorhabens von seiten des Bundes auf der Basis des Beschlusses des Grossen Rates des Kantons Basel-Stadt erfolgte. Nun noch eine letzte Bemerkung: Ich glaube, es entspricht dem Image der vornehmen, stolzen und finanzstarken Stadt Basel besser, wenn sie in Zeiten der Finanzknappheit dem geplagten Vater Bund nicht den letzten möglichen Rappen abverlangt. Ich möchte Ihnen beantragen, den Antrag Wenk abzulehnen.

Bundesrat Ritschard: Ich kann dem, was gesagt worden ist, nichts beifügen. Herr Kommissionspräsident Herzog und auch Herr Ständerat Urech haben es gesagt, dass ja die Vorlage dem entspricht, was mit dem Kanton Basel-Stadt vereinbart worden ist. Der Grossratsbeschluss sieht eine Bundessubvention – so steht es hier geschrieben – von 12 Millionen Franken vor. Jetzt bekommen die Basler 13 Millionen. Wenn man noch 1,75 Millionen mehr geben würde, würden die Basler ganz erschrecken. Ich möchte Sie bitten, diesen Antrag abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Wenk

7 Stimmen

Für den Antrag der Kommission

13 Stimmen

Art. 2-8*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes

26 Stimmen
(Einstimmigkeit)*An den Nationalrat – Au Conseil national*

77.041

Zeitgesetz – Loi réglementant l'heure en Suisse

Botschaft und Gesetzentwurf vom 11. Mai 1977 (BBI II, 633)

Message et projet de loi du 11 mai 1977 (FF II, 601)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles

Wenk, Berichterstatter: Neben der Weltzeit gibt es noch eine Reihe von anderen Zeiten. Es gab einmal Berner Zeit, es gibt für jeden Ort noch heute die Ortszeit, es gibt die koordinierte Weltzeit. Was wir bis jetzt bei uns haben, heisst MEZ oder mitteleuropäische Zeit oder auch die bürgerliche Zeit. Nun erklärt uns der Bundesrat, es gäbe

noch etwas Besseres, die Sommerzeit. Das ist die Zeit, die 23 Grad weiter östlich gilt. Ein Kommissionsmitglied fand es stossend, dass man für eine solche Sache eine Kommission einsetzen müsse, andernorts genüge ein Federstrich der Regierung. Ich möchte Ihnen im Gegensatz dazu darlegen, dass die Zeit eine sehr traditionsschwere Sache ist und die verschiedensten Aspekte hat. Nehmen Sie nur die Einteilung der Stunde; sie erfolgt in 60 Minuten und in 3600 Sekunden. Sie finden darin das Sexagesimalsystem der Babylonier. Es konnte nicht ausgemerzt werden in Tausenden von Jahren. Gehen Sie über zu den Monaten, so nennen wir den neunten Monat noch immer September, weil er einmal der siebente war. Der kommende Monat heisst Juli, zu Ehren von Julius Cäsar; er hiess einmal Quintiles. Der August hiess einmal Sextiles. Zu Ehren von Kaiser Augustus wurde er August genannt, und gleichzeitig hat man ihm einen zusätzlichen Tag gegeben, damit er nicht weniger als der Juli habe, nämlich auch 31 Tage. Man hat diesen Tag vom Februar weggenommen.

Die christliche Zählung der Jahre ist wahrscheinlich um ein paar wenige Jahre falsch; die jüdische, die bei der Welterschöpfung beginnt, ist sicher um ein paar Milliarden Jahre falsch. Die muselmanische Zeitrechnung ist richtig; sie zählt von der Hedschra an.

Die Einheiten der Zeit zu definieren ist keine leichte Sache. Jahrzehntelang habe ich meinen Schülern beigebracht, 1 Sekunde sei der 86 400. Teil des mittleren Sonnentages, und der Sonnentag sei der Abstand zwischen zwei Kulminationen der Sonne. Heute ist das überholt, heute fusst die Definition der Sekunde auf der Atomuhr, aus dem Caesium-Standard. Vielleicht wird bald auch diese Definition überholt sein, weil man Atomuhren bauen kann, die noch etwas genauer sind als die Caesium-Uhr. Wir können heute die Zeit so genau messen, dass wir die Verlangsamung der Erdrotation bereits feststellen. Die Energie, die durch die Gezeitenbewegung an der Erdrotation abgezapft wird, verlangsamt nämlich diese Rotation.

Die Zeit hat sogar philosophisch- oder genauer gesagt erkenntnistheoretische Aspekte: Bis 1900 glaubte man an die absolute Zeit. Es war der Schweizer Albert Einstein, der im Jahre 1905, damals noch Beamter des Eidgenössischen Amtes für Mass und Gewicht, die Relativität dieser Zeit entdeckt hat. Unsere 4. Dimension, die Zeit, ist nämlich von der Bewegung des Körpers auf der wir sie messen abhängig. Gleichzeitigkeit zu behaupten hat für den Physiker keinen Sinn, wenn er nicht sagen kann, wie man diese Gleichzeitigkeit misst.

Die Schwierigkeit der Zeitmessung kommt vom Himmel selbst. Man denke an das Wort des französischen Physikers Fizeau aus dem letzten Jahrhundert, der einmal gesagt hat: «La nature ne se soucie pas des difficultés analytiques.» Die erste Schwierigkeit liegt beim Jahr, das kein Vielfaches des Monats ist. Zwölf Mondumläufe sind ein Mondjahr von 354 Tagen, d. h. 11 Tage kürzer als das Sonnenjahr. Würde man sich an dieses verkürzte Mondjahr halten, so wäre schon nach 16 Jahren Neujahr im Sommer, und das gilt es zu verhindern. Das reine Sonnenjahr wurde von Julius Caesar eingeführt. Er wurde beraten vom alexandrinischen Gelehrten Sosigenes. Durch die Einführung des Schaltjahres erhielt das Jahr die durchschnittliche Länge von $365\frac{1}{4}$ Tagen. Für diese grosse Leistung erhielt Caesar eben die genannte Umbenennung des Quintiles in Julius. Der julianische Kalender misst das Sonnenjahr noch nicht ganz genau. Das tropische Jahr ist nämlich nicht 365,25 Tage lang, sondern 365,2422 Tage. Der Unterschied von nur 0,0078 Tagen wird nach Jahrhunderten zu Wochen. Darum verfügte Papst Gregor im Jahre 1582, dass auf den 4. Oktober der 15. Oktober zu folgen habe. Gewisse Schaltjahre mussten zukünftig unterdrückt werden. Dieser neue Gregorianische Kalender ist so gut, dass erst nach 3000 Jahren ein Fehler von einem Tag entsteht. Aber wenn der Falsche das Richtige vorschlägt, ist die Sache für sehr lange verriegelt. Die protestantischen Länder folgten nur mit Mühe. In Basel feiert man heute

noch die alte Fasnacht, und offenbar war auch beim heutigen Subventionsbegehren für den Flugplatz eine gewisse Verspätung mit im Spiele.

Im orthodoxen Russland wollte man nicht dem römischen Oberhirten folgen. Auf den 1. Januar 1700 führte Peter der Grosse den Julianischen Kalender ein. Und nun der eigentliche Hintertreppenwitz der Weltgeschichte: Unter dem Regime von Wladimir Iljitsch Uljanof wurde der 1. Februar 1918 in den 14. Februar 1918 umbenannt, d. h. Lenin führte den Gregorianischen, den päpstlichen Kalender ein. Ich habe noch nicht alle «difficultés analytiques» genannt. Die Erde vollendet einen vollen Umlauf um die Sonne auf ihrer elliptischen Bahn in einem siderischen Jahr, d. h. in 365,2564 Tagen, wenn man diesen Umlauf an den Fixsternen misst, machte man das siderische Jahr zur Grundlage des Kalenders, dann wäre das Neujahr doch bald wieder im Sommer. Man muss sich an das tropische Jahr halten. Es ist der Zeitlauf zwischen zwei aufeinander folgenden Durchgängen durch den Frühjahrsunkt, jenen Punkt, in dem sich Ekliptik und Äquator treffen. Er verschiebt sich, weil die Erde als Kreisel praezessiert, d. h. ihre Drehachse die Lage zyklisch ändert. Das tropische Jahr ist 365,2422 Tage lang.

Nun zurück zur Schweiz. Sie liegt zwischen dem 6. und dem $10\frac{1}{2}$. Längengrad, und zwar östlich. Die Mitteleuropäische Zeit ist die Ortszeit von Stargard, d. h. vom 15. Grad östlicher Länge. Wir haben also bereits eine mässige Zeitverschiebung, so wie es die Sommerzeit will. Für Basel auf dem $7\frac{1}{2}$. Längengrad macht es genau eine halbe Stunde aus. Bei uns kulminiert die Sonne um 12.30 Uhr. Warum will nun der Bundesrat dennoch die Sommerzeit, und warum ist ihm die Kommission gefolgt? Nicht zum Energiesparen! Die Ersparnis ist extrem gering, sondern einfach um nicht eine andere Zeit zu haben als unsere ganze Umgebung. Für den Sommer 1978 ist nämlich zu erwarten, dass die Bundesrepublik Deutschland, Frankreich und Italien die gleiche Sommerzeit einführen. Tief bedauerlich war bisher, dass Länder, die im Römervertrag grundsätzlich ein Stück ihrer Souveränität auf den Altar des geeinigten Europas gelegt hatten, nicht fähig waren, den gleichzeitigen Beginn der Sommerzeit zu beschliessen. Wir wollen hoffen, dass dies nächstes Jahr möglich wird, und dann wollen wir mithalten. Für Grenzbewohner ist es äusserst unangenehm, wenn jenseits der Grenze eine andere Zeit gilt. Gewichtiger noch sind die Fahrpläne aller Verkehrsmittel. Die Bahnen hätten enorme Schwierigkeiten. Man könnte zwar einen Zug an der Grenze eine Stunde stehen lassen. Wenn aber ein Zug in der Gegenrichtung fährt, kann man die verfllossene Stunde nicht wieder haben. Der Zeitablauf ist irreversibel.

Ich kann nicht umhin auch Nachteile der Sommerzeit aufzuzählen: Wer schon Frühaufsteher ist, wird benachteiligt. Er muss bald bei Dunkelheit aufstehen und bei Sonnenlicht zu Bett gehen. Wir glauben, dass das französische Sprichwort «L'avenir appartient aux hommes qui se lèvent tôt» wahr sei, und nun soll dem Schweizervolk zwangweise durch Vorverschiebung des Uhrzeigers ein Anteil an der Zukunft vermittelt werden.

Bei den Kühen ist die Sache etwas schwieriger, weil sie die Uhr nicht kennen. Schon die erste Erfahrung mit der Sommerzeit während des Krieges zeigte diese Schwierigkeit. Die Kühe geben weniger Milch, wenn sie um eine Stunde früher gemolken werden. Zum Trost ist dies heute weniger schlimm als im Kriege. Leider werden durch die Einführung der Sommerzeit möglicherweise Kosten entstehen. Es geht um die Meteorologie. Die meteorologischen Messungen müssen zu den gewohnten Zeiten vorgenommen werden, sonst wären sie nicht vergleichbar mit dem, was bisher auf diesem Gebiete geschehen ist. Die Zeiten dieser Messungen liegen jetzt so, dass viele Helfer sie nebenamtlich durchführen können. Wenn die Sommerzeit eingeführt wird, wird es möglicherweise zusätzliche Entschädigungen brauchen, weil diese Leute während ihrer

Arbeitszeit die Messungen vornehmen müssten. Andere zusätzliche Kosten sind nicht zu befürchten. Der einstimmige Antrag der Kommission lautet auf Zustimmung mit einer kleinen redaktionellen Aenderung.

Bächtold: Wer den gegenwärtigen Stand der europäischen Integration und den Willen zur Zusammenarbeit auf dem Zifferblatt der europäischen Uhren ablesen wollte, käme zu einer traurigen Bilanz. Die Situation ist doch geradezu peinlich. Da kommen die europäischen Regierungsvertreter immer häufiger zusammen, halten Reden über die Solidarität und wollen in den Völkern das Bewusstsein europäischer Zusammengehörigkeit wecken. Aber nicht einmal in einer für viele Menschen doch so wichtigen Frage, wie es die Einführung der Sommerzeit und die damit zusammenhängende Regelung der Fahrpläne ist, kam ein gemeinsamer Entschluss zustande. Es verdient doch, noch einmal festgehalten zu werden, dass die Sommerzeit ohne gegenseitige Konsultation von verschiedenen Staaten zu verschiedenen Daten eingeführt worden ist. England hatte die Sommerzeit im letzten Jahr vom 21. März bis zum 24. Oktober, Frankreich vom 28. März bis zum 26. September, Italien vom 30. Mai bis zum 25. September. Das ist eher Konfusion als Integration. Immerhin haben sich das europäische Parlament in Brüssel und neuerdings auch der Europarat in Strassburg der Sache angenommen. In Brüssel kam man auf die Idee, auch die Schweiz und Oesterreich zum Mitmachen einzuladen, da diese Staaten im internationalen Verkehr eine bedeutende Rolle spielen und weil man Millionen von Reisenden Komplikationen ersparen möchte. Auch die sogenannten Sonnenländer Spanien, Portugal und Griechenland sind aus den gleichen Gründen jetzt zur Kooperation eingeladen und aufgefordert worden. Soviel ich erfahren habe, hat man sich in Brüssel darauf geeinigt, dass im nächsten Jahr, also 1978, die Sommerzeit vom 2. April bis zum 15. Oktober und 1979 vom 1. April bis zum 14. Oktober dauern soll. Es ist ohne Zweifel schwer – Herr Wenk hat darauf hingewiesen –, die Vorzüge und Nachteile der Sommerzeit genau gegeneinander abzuwägen. Das Wichtigste ist in der Tat, dass in ganz Europa möglichst rasch eine Harmonisierung zustande kommt. Ein Argument ist, wie wir gehört haben, die Energieeinsparung. Ich war sehr überrascht, in der Kommissionssitzung zu vernehmen, dass sie nur ungefähr 0,5 Prozent ausmachen soll und dass das Stromsparen in der Schweiz erst noch teuer zu stehen kommt, weil bei den meteorologischen Beobachtungsstationen gewisse Umstellungen vorgenommen werden müssen. Das sind aber nur Schätzungen. Genauere Angaben liegen aus Frankreich vor. Nach einer französischen Statistik konnte während der Periode der Sommerzeit im letzten Jahr rund 1 Prozent des elektrischen Stromverbrauchs eingespart werden, was 300 000 Tonnen Petrol entspricht, immerhin dem Heizungsbedürfnis einer Stadt von rund 500 000 Einwohnern für eine Wintersaison, oder dem Verbrauch des französischen Automobilparks während nahezu einer Woche. Das Argument der Stromersparnis hat also immerhin ein gewisses Gewicht, das aber nicht überschätzt werden darf. Eher schätzen unsere französischen Nachbarn die Vorteile bei der Organisation der Freizeit, also dessen, was man heute mit Vorliebe als Qualität des Lebens bezeichnet. Früher brachten die Menschen für die Freiheit Opfer, heute offenbar für die Freizeit, so dass 79 Prozent der befragten Personen in Frankreich, wie eine Enquete ergab, sich für die Weiterführung der Sommerzeit auch im Jahr 1977 ausgesprochen haben.

In der Schweiz würde wahrscheinlich eine Umfrage in verschiedenen Regionen und bei verschiedenen Berufen ganz verschiedene Ergebnisse erzielen. Aus Kreisen der Landwirtschaft ist ja bereits gegen die Einführung der Sommerzeit protestiert worden, weil die Melkzeit zu früh beginnt und sich die Kühe offenbar schwerer als die Menschen dem neuen Rhythmus anpassen. Wenn die Bundesrepublik Deutschland – was mit Sicherheit zu erwarten ist – im

nächsten Jahr die Sommerzeit einführt, dann käme der Kanton Schaffhausen ohne entsprechende Anpassung in eine höchst schwierige Situation. Wir müssten uns überlegen, bei unserem Grenzanstoss von 170 Kilometern zu Baden-Württemberg und nur 15 Kilometern zur Eidgenossenschaft und mit unseren zahlreichen Pendlern, ob wir uns dann nicht der Schweizer Zeit entziehen und uns der Bonner Zeit, d. h. der Sommerzeit anschliessen müssten. Um uns einen solchen Separatismus zu ersparen, muss ich Sie dringend ersuchen, dieser Vorlage zuzustimmen, auch wenn Sie nächstes Jahr in der Sommersession sich um eine Stunde früher erheben müssen!

«Die Schweizer stehen früh auf, aber sie erwachen spät», sagte Gonzague de Reynold. Ich hoffe, dass der Ständerat im nächsten Jahr Gelegenheit haben wird, diese Behauptung zu widerlegen, und bitte Sie, der Vorlage zuzustimmen.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral n'a pas l'intention comme César de changer le calendrier, mais simplement d'adapter notre heure d'été à celle de nos voisins. Il ne le fait pas avec un enthousiasme total, car on a relevé quelques-uns des inconvénients de cet horaire d'été. M. Bächtold vient de rappeler – est-il nécessaire de le faire dans ce Parlement qui est à la fois le plus matinal et le moins bien payé d'Europe? – que le Suisse se lève tôt et se réveille tard; je pense que c'est un inconvénient pour lui de se lever encore une heure plus tôt. On a parlé des vaches. Il semble à leur propos que le Département de l'économie publique soit intéressé à les faire lever une heure plus tôt, si cela peut aider à limiter les contingentes laitiers, mais j'ai l'impression, d'après tout ce que je sais, que les vaches s'adaptent beaucoup mieux qu'on le pense. L'inconvénient sera surtout pour le paysan lui-même. Tout à l'heure, un expert en matière agricole, présent dans cette salle, me certifiait qu'en Allemagne, l'on avait même fait l'essai de ne pas traire les vaches le dimanche et que, au bout d'un certain temps d'adaptation, on était parvenu à un résultat qui égalisait la production laitière et même contribuait ainsi à provoquer son augmentation.

En ce qui concerne les inconvénients météorologiques, je crois qu'il leur a été accordé une trop grande importance. S'il faut donner quelques suppléments aux fonctionnaires, aux semi-fonctionnaires qui sont appelés à faire des relevés, cela n'entraînera pas une lourde charge de frais supplémentaires pour la Confédération. L'essentiel est qu'il serait déraisonnable, même en matière d'horaire, comme l'ont fait observer les deux orateurs et le rapporteur de la commission, de vouloir être sages tout seuls. Je crois que c'est l'argument qui doit l'emporter dans votre jugement. Du moment où nous avons la quasi-certitude que l'ensemble de nos voisins vont adhérer à l'heure d'été à partir de l'année prochaine et ce, tous à la même date, nous ne pouvons que suivre cet exemple car nous ne marquerions pas notre originalité d'une manière glorieuse – en tant que pays touristique, carrefour aérien, ferroviaire, routier – en pratiquant tout seuls au milieu de l'Europe, l'heure de Berne.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1, 2*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 3***Antrag der Kommission**Abs. 1, 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Der Bundesrat bestimmt den Beginn und das Ende der Sommerzeit.

Art. 3*Proposition de la commission**Al. 1, 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Le Conseil fédéral fixe le commencement et la fin de l'heure d'été.

Wenk, Berichterstatter: Es heisst hier: «Der Bundesrat bestimmt den Tag und die Uhrzeit, zu der die Sommerzeit beginnt und endet.» Das ist sprachlich nicht so schön. Die Kommission glaubt, eine sprachliche Verbesserung einzuführen, wenn sie Ihnen vorschlägt: «Der Bundesrat bestimmt den Beginn und das Ende der Sommerzeit.»

*Angenommen – Adopté***Art. 4***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes

32 Stimmen
(Einstimmigkeit)*An den Nationalrat – Au Conseil national**Schluss der Sitzung 12.35 Uhr**La séance est levée à 12 h 35***Dritte Sitzung – Troisième séance****Mittwoch, 8. Juni 1977, Vormittag****Mercredi 8 juin 1977, matin**

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Munz

77.021

Geschäftsbericht des Bundesrates, des Bundesgerichts, des Eidgenössischen Versicherungsgerichts und der Schweizerischen Verrechnungsstelle 1976**Gestion du Conseil fédéral, du Tribunal fédéral, du Tribunal fédéral des assurances et de l'Office suisse de compensation pour 1976**

Bericht des Bundesrates vom 2. März 1977, des Bundesgerichts vom 28. Januar, des Eidgenössischen Versicherungsgerichts vom 31. Dezember 1976 und der Schweizerischen Verrechnungsstelle vom 23. Februar 1977

Rapport du Conseil fédéral du 2 mars 1977, du Tribunal fédéral du 28 janvier 1977, du Tribunal fédéral des assurances du 31 décembre 1976 et de l'Office suisse de compensation du 23 février 1977

Beschlussentwurf siehe Seite 321 des Berichts

Projet d'arrêté, page 231 du rapport

Bezug durch die Eidgenössische Drucksachen- und Materialzentrale, Bern

S'obtiennent auprès de l'Office central des imprimés et du matériel, Berne

Berichterstattung – Rapports généraux

Andermatt, Berichterstatter: Ihre Kommission hat den Bericht des Bundesrates über seine Geschäftsführung im Jahre 1976 den üblichen Kontrollen unterzogen und während zwei Tagen auch mit den Herren Bundesräten und dem Herrn Bundeskanzler spezielle Fragen diskutiert und Probleme der Verwaltung besprochen.

Die Geschäftsprüfungskommission des Ständerates hatte sich letztes Jahr u. a. auch mit dem Beschwerdeverfahren vor dem Bundesrat befasst und dabei festgestellt, dass das Verfahren nicht in allen Teilen zu befriedigen vermag, weil es die Gleichstellung der Parteien nicht gewährleistet. Diese Feststellung veranlasste uns, dieses Jahr abzuklären, wie die an die Departemente gerichteten Beschwerden behandelt werden. Vor dem Inkrafttreten des Bundesgesetzes über das Verwaltungsverfahren war es vielerorts üblich, dass Beschwerden gegen eine Verfügung einer Verwaltungsabteilung von denselben Beamten instruiert und behandelt wurden, die bereits den angefochtenen Entscheid vorbereitet hatten. Artikel 59 des Verwaltungsverfahrensgesetzes schreibt nun vor, dass die Beschwerdeinstanz, also der Departementsvorsteher, mit der Behandlung der Beschwerdesache keine Personen betrauen dürfe, die in irgendeiner Weise am Zustandekommen des angefochtenen Entscheides mitgewirkt haben.

Uns ging es in erster Linie darum, abzuklären, ob dieser Vorschrift nachgelebt wird. Unsere Rückfragen bei den Departementen haben ergeben, dass nur ein Departement einen besonderen Beschwerdedienst besitzt, dass in drei Departementen das Generalsekretariat, in zwei Departementen der Rechtsdienst und in einem Departement die Verwaltungsdirektion als Beschwerdedienst amtiert. Die

Zeitgesetz

Loi réglementant l'heure en Suisse

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.041
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.06.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	271-274
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 925

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 34 Stimmen
Dagegen 1 Stimme

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

11 958

**Schwangerschaftsabbruch. Bundesgesetz
Avortement. Loi**

Siehe Seite 336 hiervoor — Voir page 336 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 24. Juni 1977

Décision du Conseil national du 24 juin 1977

Hofmann: Namens der CVP-Mitglieder unseres Rates gebe ich folgende Erklärung ab:

Der Schutz des menschlichen Lebens ist für uns eine ernste Gewissensfrage. Bei der Beratung des vorliegenden Bundesgesetzes haben wir die uns möglichen Konzessionen gemacht. Das Gesetz enthält zwar anerkennenswerte Verbesserungen gegenüber der heutigen Rechtsordnung. Wir denken an die sozialpolitischen Massnahmen, den Persönlichkeitsschutz und die Regelung von Begutachtung und Meldepflicht. Wir können indessen der Verselbständigung der eugenischen und der sozialen Indikation nicht zustimmen. Beide sind mit unserer Auffassung über den Schutz des menschlichen Lebens nicht vereinbar. Aus diesen grundsätzlichen Überlegungen können wir dem Gesetz nicht zustimmen.

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 19 Stimmen
Dagegen 13 Stimmen

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

76.096

**Unterstützung.
Bundesgesetz über die Zuständigkeit
Assistance. Loi sur la compétence**

Siehe Seite 338 hiervoor — Voir page 338 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 9. Juni 1977

Décision du Conseil national du 9 juin 1977

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 34 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

76.099

**Grundstückwerb durch Ausländer
Acquisition d'immeubles
par des personnes domiciliées à l'étranger**

Siehe Seite 328 hiervoor — Voir page 328 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 24. Juni 1977

Décision du Conseil national du 24 juin 1977

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes 33 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

77.041

**Zeitgesetz
Heure suisse. Loi**

Siehe Seite 271 hiervoor — Voir page 271 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 14. Juni 1977

Décision du Conseil national du 14 juin 1977

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 34 Stimmen
Dagegen 1 Stimme

An den Nationalrat – Au Conseil national

76.097

**Luftfahrtgesetz. Aenderung
Navigation aérienne. Revision de la loi**

Siehe Seite 314 hiervoor — Voir page 314 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 24. Juni 1977

Décision du Conseil national du 24 juin 1977

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 38 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

Präsident: Meine Herren Kollegen, heute versieht Herr Alfred Käser zum letztenmal den aktiven Dienst als Sekretär der Finanzdelegation und der Finanzkommission der Räte. Ende dieses Monats scheidet er auch formell aus dem Dienst der eidgenössischen Räte aus wegen Erreichung der Altersgrenze. Er hat diese Funktion und diesen Posten während rund 25 Jahren bekleidet. Er hat ihn aber nicht nur bekleidet, sondern er hat ihn auch ausgefüllt. Er war in der langen Zeit immer ein getreuer Diener der eidgenössischen Räte und speziell der ihm anvertrauten Finanzkommission und der Finanzdelegation. Er war neben anderen massgeblich beteiligt an der Schaffung des Finanzkon-

Zeitgesetz

Heure suisse. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	14
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.041
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	24.06.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	450-450
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 976

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.